

Malgré l'opposition d'un grand nombre de pays, von der Leyen a été reconduite à son poste

écrit par Alain Falento | 1 juillet 2024



Réunis en sommet, les dirigeants des Etats-membres de l'UE sont également tombés d'accord pour nommer le socialiste portugais Antonio Costa à la tête du Conseil européen et la première ministre estonienne centriste, Kaja Kallas, aux fonctions de cheffe de la diplomatie. La nomination d'Ursula von der Leyen doit encore être validée par les députés européens.

Photomontage représentant, de gauche à droite, la première ministre estonienne, Kaja Kallas, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le socialiste portugais Antonio Costa. CHRISTOPHE ENA, DIMITAR DILKOFF, LUDOVIC MARIN / AFP



Réunis en sommet, les dirigeants des Etats-membres de l'UE sont également tombés d'accord pour nommer le socialiste portugais Antonio Costa à la tête du Conseil européen et la première ministre estonienne centriste, Kaja Kallas, aux fonctions de cheffe de la diplomatie. La nomination d'Ursula von der Leyen doit encore être validée par les députés européens.



Photomontage représentant, de gauche à droite, la première ministre estonienne, Kaja Kallas, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le socialiste portugais Antonio Costa. CHRISTOPHE ENA, DIMITAR DILKOFF, LUDOVIC MARIN / AFP

Malgré l'opposition d'un grand nombre de pays, comme l'Italie par exemple, U.von der Leyen a été reconduite pour 5 ans à la présidence de la *Commission européenne*.

La marraine von der Leyen, qui traîne derrière elle depuis des décennies une cohorte de *cocottes-minute* de format industriel, est donc finalement parvenue à se maintenir à son poste, malgré les réserves appuyées d'un grand nombre de ses collaborateurs les plus européistes, comme par exemple le commissaire européen Thierry Breton.

La renomination de cet être abject, détesté par la grande majorité des Européens, à la plus haute fonction de l'*Union européenne*, appelle plusieurs remarques.

En premier lieu, le maintien de von der Leyen est la conséquence directe de la généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil européen (Conseil des chefs d'État ou de gouvernement).

En effet, jadis, le vote à l'unanimité pour les questions de cette importance offrait à chaque État membre une sorte de droit de veto, qui permettait à chacun d'eux d'éjecter les personnalités nuisibles de la Commission européenne en s'opposant à leur nomination ou à leur reconduction.

Le vote à la majorité qualifiée (55% des pays et 65% de la population de l'Union européenne) permet donc des arrangements secrets entre les grands pays, qui ont cette fois abouti à la marginalisation de l'Italie, qui est pourtant un des trop rares contributeurs nets au budget de l'Union européenne. Il est bien évident que, tôt ou tard, la France en sera également victime lorsque viendra le temps d'éventuelles renégociations sur le *Marché européen de l'électricité* ou la future *Union européenne des marchés de capitaux*.

En second lieu, le maintien de von der Leyen à son poste est un signal extrêmement clair envoyé aux populations européennes, qui annonce la dépolitisation complète de la *Commission européenne* : nous n'avons que faire de ce que vous pensez, et nous nommons par cooptation qui nous voulons à n'importe quelle fonction, sans qu'aucune initiative démocratique ne puisse s'y opposer.

Vous constaterez d'ailleurs que vos députés européens fraîchement élus ne s'opposeront nullement à la nomination de von der Leyen, et qu'ils la confirmeront à son poste, nouvelle preuve s'il en fallait encore que le *Parlement européen* n'a de parlement que le nom, et que ceux qui le composent ne sont nullement là pour défendre nos intérêts.

La gamelle européenne est grande et richement garnie, elle

fera donc oublier très vite toute velléité de rébellion.

Du point de vue de l'oligarchie européenne, la reconduite de von der Leyen était en fait une nécessité absolue. En effet, la puissance d'un système mafieux, et son pouvoir d'attraction, dépendent entièrement de la solidarité qu'il affiche envers ses membres en difficulté. De même que les organisations criminelles ne laissent jamais tomber ceux de leurs membres incarcérés, ainsi que leurs familles, il doit en être de même pour la caste à la tête de l'*Union européenne*.

L'oligarchie européenne avait ainsi à cœur de confirmer à ses membres que la *Commission* et le *Parlement européens* ne sont pas uniquement une déchetterie pour recycler les politiciens traversant une passe difficile, mais que sa puissance est telle, qu'elle en a la capacité de prendre les plus nuls d'entre eux, et de les propulser au sommet, sans que personne ne puisse s'y opposer.

En termes de politique intérieure, on peut s'étonner que Macron, au lieu de calmer le jeu, et d'œuvrer à la nomination d'une personnalité plus consensuelle que von der Leyen, ait décidé d'intriguer avec Scholz pour reconduire cette dernière.

En réalité, il ne faut pas s'en étonner. Macron n'a que faire de la situation chaotique dans laquelle il a plongé notre pays.

L'objectif de Macron est déjà post national ; ce qui importe à ses yeux est avant tout que le processus de fédéralisation totale de l'Union européenne ne soit pas retardé par de misérables considérations de politique intérieure française.

Macron se voit déjà en futur président de l'Europe fédérale, et s'il doit pour cela nous sacrifier, il le fera sans l'ombre d'une hésitation.

Alain Falento